

(N° 54)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 JUILLET 1925.

Proposition de loi portant revision de la loi provinciale du 30 avril 1836.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Notre proposition ayant été rendue caduque par la dissolution, nous avons l'honneur de la déposer de nouveau. Nous avons cru devoir la représenter telle, sans rien changer, ni à l'Exposé des motifs, ni à la rédaction des articles. Certains passages des développements doivent donc être lus en tenant compte de la date du premier dépôt de notre proposition de loi. Avant la dissolution, la Section centrale a examiné déjà les dispositions relatives à la nomination des Gouverneurs et de la Députation permanente. Un rapport sur cette partie de notre proposition de loi a été déposé à la Chambre le 18 février 1925 par M. Pussemier. Considérant que le temps dont dispose le Parlement au cours de la présente législature lui permettra d'étudier le problème provincial à fond, nous avons repris l'entièreté de notre proposition.

Ceci dit, voici le texte des développements et des articles tels que nous les avons présentés à la Chambre des Représentants le 8 mai 1923 :

Depuis l'armistice, les Conseils provinciaux de Liège, du Hainaut et du Brabant ont nommé des commissions d'études ayant pour objet la revision de la loi provinciale du 30 avril 1836.

D'autre part, le Sénat a, par 47 voix contre 20, adopté un projet appliquant la représentation proportionnelle à la nomination des députés permanents. A la Chambre, des amendements ont été déposés à la proposition sénatoriale; ils avaient surtout pour objet de modifier le mode de nomination du gouverneur et son rôle au sein de la Députation permanente.

De plus, un certain nombre de nos collègues ont récemment déposé une proposition de loi étendant le droit de suffrage aux femmes pour la nomination des conseillers provinciaux.

Nous pensons que les divers problèmes relatifs à l'organisation provinciale doivent faire l'objet d'une étude et d'une solution d'ensemble. Il est certain que

la situation politique de fait qui, dans ses grandes lignes, depuis 1836, a presque toujours été la même, serait grandement transformée au cas où les femmes seraient appelées à voter pour le Conseil provincial. Dans ces conditions toutes nouvelles, la pratique de la loi de 1836 serait faussée dans ses résultats. Il faudra donc, en vue de cette éventualité, adapter la loi provinciale à la nouvelle situation créée par le bouleversement du régime électoral.

Indépendamment de ces raisons de fait, on ne peut nier que, depuis 1836, les services rendus par les Conseils provinciaux leur donnent droit à plus d'autonomie en toutes matières.

Au lendemain de la Révolution de 1830, notre pays était sous l'influence des idées françaises de centralisation politique poussées jusqu'à l'outrance. Mais l'évolution sociale, le développement économique du pays, les traditions séculaires des provinces belges ont fait que nos Conseils provinciaux n'ont pas tardé, surtout depuis un quart de siècle, à prendre des initiatives heureuses dans tous les domaines, et de servir ainsi de champ d'expérience à l'État.

L'heure est donc venue, surtout si l'on fait participer les femmes à l'élection des Conseils provinciaux, de remanier complètement notre loi provinciale qui date de près d'un siècle. Tel est le but de la proposition de loi.

Nous pourrions résumer comme suit les modifications les plus importantes que nous apportons à la loi provinciale du 30 avril 1836 :

1. — Du Gouverneur.

- a) Le Gouverneur est nommé par le Roi, sur une liste double présentée par les mandataires provinciaux et législatifs de la province;
- b) Le Greffier et le personnel du gouvernement provincial sont nommés et contrôlés par la Députation permanente et le Conseil provincial;
- c) Le Gouverneur ne préside plus la Députation permanente, mais y assiste au même titre qu'aux séances du Conseil provincial.

2. — De la convocation du Conseil provincial.

- a) Le Conseil provincial tient une session de droit de quatre semaines exclusivement destinée à la discussion du Budget;
- b) A la requête de la Députation permanente, du Gouverneur ou d'un tiers du Conseil provincial, celui-ci, convoqué par son bureau, se réunit en session extraordinaire. De même que le Conseil communal, l'assemblée de la province devient donc souveraine à ce sujet.

3. — Autonomie financière.

- a) Sans préjudice des recours prévus dans la Constitution (art. 108, § 5) le Conseil provincial établit, en pleine indépendance, des impôts et taxes pour faire face aux nécessités budgétaires.

- b) Les frais de casernement de la Gendarmerie Nationale et certains frais de justice payés aujourd'hui par la province sont reportés au Budget de l'État.
- c) L'abrogation des articles 86, 87 et 88 rend l'administration plus rapide en élargissant l'autonomie provinciale.

4. — La Représentation proportionnelle à la Députation permanente.

Les articles 7 et 8 établissent et règlent l'application de la représentation proportionnelle pour la nomination des députés permanents.

5. — Des Commissaires d'arrondissement.

L'article 15 envisage la suppression graduelle des commissaires d'arrondissement.

* . *

Notre proposition de loi s'inspire de ce principe essentiellement belge : l'autonomie provinciale. Il ne s'agit pas cependant de pousser cette idée jusqu'à l'absolu. Notre but est plus pratique et beaucoup plus modéré. Autant une autonomie mal comprise et sans limites serait déplorable, autant est nécessaire et fructueuse une extension de l'autonomie provinciale. L'expérience a prouvé que les conseils provinciaux, dans le domaine qui leur est propre, ont le plus grand souci d'être utiles aux intérêts de la province en aidant par surcroît au bien-être de l'ensemble du pays.

L'Histoire de la Belgique consacra à l'action provinciale, depuis 1830, un chapitre élogieux. Sans diminuer en rien l'effort des autres provinces, signalons en passant que les Conseils provinciaux de Liège, du Hainaut, du Brabant et de la Flandre orientale ont, en matière d'hygiène, en matière d'enseignement technique et agricole, en matière sociale, et dans la lutte contre la tuberculose, l'anakylostomiasie, etc., rendu les plus grands services à la Belgique tout entière. Pendant la guerre, les membres des députations permanentes des neuf provinces ont souvent été l'âme de la résistance morale et les moteurs des œuvres de secours et de ravitaillement.

De ce fait, n'ont-elles pas conquis un droit de plus à la reconnaissance et la confiance de la Nation ?

Là encore, en leur accordant une extension d'autonomie, les représentants du pays ne feront que payer une dette nationale à nos neuf provinces.

* * *

Si l'autonomie communale est un des éléments les plus solides de l'esprit patriotique en Belgique, l'idée d'autonomie provinciale est aussi profondément ancrée dans les âmes. Toute l'histoire, toute l'action politique de nos ancêtres, toutes les révoltes contre les dominateurs étrangers sont faites de cette tradition. La méconnaître serait nuire à l'union indispensable de toutes les

régions si diverses du pays. L'intensité de la vie provinciale s'étant beaucoup développée depuis un quart de siècle, nous devons, dans une large mesure, desserrer les liens entravant quelque peu aujourd'hui son expansion.

L'article 31 de la Constitution dit formellement : « *Les intérêts exclusivement communaux ou provinciaux sont réglés par les Conseils communaux ou provinciaux, d'après les principes établis par la Constitution.* »

A plusieurs reprises la Cour de Cassation a proclamé : « sous réserve du contrôle de l'autorité supérieure, *tel qu'il est organisé par les lois, les pouvoirs communaux et provinciaux sont autonomes et indépendants et leurs décisions constituent de véritables actes de souveraineté qui doivent être respectés par le Gouvernement comme par les particuliers.* »

L'article 31 de la Constitution consacre donc bien le principe de l'autonomie. Les constituants de 1830 avaient eu le pressentiment qu'un jour l'extension de cette autonomie imposerait. En effet, l'article 108 du Pacte constitutionnel dit plus explicitement encore : « les institutions provinciales et communales sont réglées par les lois ». Les constituants agissant pourtant sous l'influence des idées centralisatrices de la politique française, n'ont pas voulu stabiliser l'organisation provinciale et ont laissé au législateur le soin de fixer, au fur et à mesure de l'évolution, les modalités changeantes de l'autonomie.

Lors de la dernière revision faite au lendemain de la guerre, en pleine reconstitution du pays, dans une atmosphère peu favorable aux principes autonomistes cependant, les constituants n'ont touché à l'article 108 que pour étendre cette autonomie en spécifiant le droit des communes et des provinces de s'associer « pour régler et gérer en commun des objets d'intérêt provincial ou communal ».

Si une centralisation est nécessaire en ce qui concerne les affaires générales du Pays, une décentralisation s'impose en ce qui concerne les questions d'ordre régional. Le grand Français, Benjamin Constant, a écrit à ce sujet des lignes d'un bon sens robuste. Il suffit de remplacer le mot « arrondissement » par celui de « province » et d'appliquer son raisonnement à la Belgique.

« La direction des affaires de tous, dit-il, appartient à tous, c'est-à-dire aux représentants de tous. Ce qui n'intéresse qu'une fraction doit être décidé par cette fraction; ce qui n'a de rapport qu'avec l'individu ne doit être soumis qu'à l'individu. *L'on ne pourrait trop répéter que la volonté générale n'est pas plus respectable que la volonté particulière, dès qu'elle sort de sa sphère.* Supposez une nation d'un million d'individus répartis dans un nombre quelconque de communes. Dans chaque commune, chaque individu aura des intérêts qui ne regarderont que lui et qui, par conséquent, ne devront pas être soumis à la juridiction de la commune. Il y en aura d'autres qui intéresseront les habitants de la commune, et ces intérêts seront de la compétence de la commune. Ces communes, à leur tour, auront des intérêts qui ne regarderont que leur intérieur, et d'autres qui s'étendront à l'arrondissement. Les premiers seront du ressort communal, les seconds du ressort de l'arrondissement, et ainsi de suite, jusqu'aux intérêts généraux, communs à chacun des individus formant le million qui compose la peuplade. Il est évident que ce ne sont que les intérêts de ce der-

nier genre que la peuplade entière ou ses représentants ont juridiction légitime, et que, s'ils s'immiscent dans les intérêts d'arrondissement, de communes ou d'individus, ils excèdent leur compétence. Il en serait de même de l'arrondissement qui s'immiscerait dans les intérêts particuliers d'une commune, ou de la commune qui attenterait à l'intérêt purement individuel de l'un de ses membres. »

Ces lignes, qui devraient paraître souvent sous les yeux de ceux qui s'intéressent aux affaires publiques, sont reproduites par J.-J. Thonissen qui reste le commentateur le plus clair de notre Constitution.

Thonissen a lui-même écrit : « La commune et la province ont, l'une et l'autre, des intérêts propres, qu'elles sont seules aptes à diriger d'une manière convenable. *L'équité et la raison exigent qu'on leur abandonne la direction exclusive de tous les objets qui n'ont aucun rapport direct et immédiat avec les intérêts généraux du pays.* Une centralisation exagérée impose au pouvoir central un travail excessif qui l'empêche de vaquer convenablement aux soins incessants que réclame l'administration générale; elle l'expose, en outre, à commettre une multitude d'erreurs dans les matières qui, pour être bien comprises et bien traitées, exigent la connaissance exacte et personnelle des hommes et des lieux. »

*
* * *

Le principe d'autonomie déposé dans la Constitution, est une promesse éventuelle de toute puissance. Mais il est très compréhensible que, pendant les premières années de notre indépendance, le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif aient cru devoir prendre des précautions pour éviter qu'un provincialisme désuet et mal compris ne nuise à la formation et à la cohésion du nouvel État. La vie politique était alors fort réduite; les distances qui séparaient les provinces de la capitale étaient longues à franchir; la presse était très peu répandue et les moyens d'information très lents. Il fallait craindre une fausse conception de l'autonomie. De là les dispositions restrictives de la loi de 1836.

Aujourd'hui les temps sont bien différents. Et la plupart des inconvénients d'une autonomie trop étendue ont disparu. La division du travail entre les différents pouvoirs publics est devenue une idée claire à tous ceux qui pensent aux questions politiques et sociales ou qui s'occupent d'affaires administratives. C'est devenu aussi, au point de vue pratique, une nécessité impérieuse. La multiplicité des cas à trancher et des questions à résoudre ne s'accommode plus des lenteurs administratives inhérentes à la centralisation bureaucratique.

M. Henri Charriaut, un Français qui a étudié de très près les institutions belges, écrit très justement :

« Cette division du travail simplifie la marche des affaires »; il en résulte aussi « des compétences déterminées qui, en établissant des responsabilités, encouragent les initiatives. Le système décentraliste a ses inconvénients. Ces inconvénients s'effacent devant les services inappréciables qu'il rend au pays. Il fait de chaque ville un foyer intense de productivisme matériel et intellectuel. Il

est à remarquer précisément que les pays les plus économiquement prospères, qui ont le plus de cités laborieuses, sont les pays dans lesquels l'autonomie locale et régionale s'est le plus développée ».

En donnant plus d'extension à l'autonomie provinciale, nous restons donc dans la logique de nos traditions nationales et nous tenons compte du développement économique, politique et intellectuel du pays.

Désignation du Gouverneur.

Telle qu'elle a été organisée, l'autonomie, pourtant trop restreinte, de nos provinces a déjà rendu des services. Réorganisée et étendue elle en rendra davantage encore.

La nomination du Gouverneur par le Roi sur une liste double présentée par les mandataires de la province apparaîtra aux yeux de certains comme une mesure excessive. Le fait que deux provinces à majorité socialiste possèdent deux gouverneurs d'une autre opinion, n'est-elle pas un fait regrettable? Le fait que le parti socialiste, représentant plus du tiers de la Nation, n'a pas, en Belgique, un seul gouverneur partageant ses sentiments, n'est-il pas déplorable? Notre proposition rétablirait un juste équilibre à ce sujet. Elle laisse d'ailleurs au pouvoir central le dernier mot en matière de nomination et ne touche pas au droit actuel de révocation.

Il n'y a pas lieu de craindre des abus du pouvoir provincial pour les raisons suivantes : 1° le 5° alinéa de l'article 108 de la Constitution permet le recours au pouvoir législatif et au Roi lorsque le Conseil provincial sort de ses attributions et blesse l'intérêt général; 2° l'application de la représentation proportionnelle à la Députation permanente assure le contrôle de tous les partis au sein du Comité exécutif du Conseil provincial. Il est bien entendu que notre proposition forme un tout. La R. P. à la Députation permanente ne pourrait être admise avec le régime actuel, car elle donnerait la prépondérance des droits au Gouverneur. Elle est, au contraire, très défendable en étendant le droit du Conseil provincial de se convoquer lui-même et en ramenant les droits du Gouverneur à la Députation permanente à ceux qui lui sont conférés aux séances de l'assemblée des conseillers provinciaux.

Nomination du Greffier et des employés provinciaux.

Le Greffier provincial étant au service de l'administration de la province, il est juste qu'il détienne, ainsi que son personnel, sa nomination du Conseil provincial ou de la Députation permanente. Ce n'est point le cas aujourd'hui. N'est-ce pas intolérable? Nous proposons donc la nomination du greffier et du personnel provincial par la province.

Néanmoins, afin de permettre au Gouverneur de remplir sa mission, notre proposition ne touche pas à l'article 127 qui donne au commissaire du Gouver-

nement le droit d'exiger des employés provinciaux les renseignements utiles à l'exercice de sa fonction.

Dépenses d'ordre général.

L'abrogation des n^{os} 1, 2 et 21 de l'article 69 met à la charge de l'État des dépenses d'ordre général qui, jusque maintenant, ont été supportées par la province. Il s'agit de frais de justice, d'entretiens de locaux et de certains frais de casernement de la Gendarmerie Nationale. Les provinces de Liège, du Brabant, du Hainaut, du Limbourg, du Luxembourg et de la Flandre occidentale ont émis des vœux dans le sens de notre proposition. Nous croyons le moment venu de leur donner pleine et entière satisfaction.

Le seul argument invoqué, au début de notre indépendance, pour mettre ces frais à la charge de la province, c'est qu'il en était ainsi depuis une quarantaine d'années! Mais, en réalité, on reconnaissait déjà, à cette époque, que ces dépenses, par leur nature, appartenaient à l'État.

Durée de la session ordinaire et session extraordinaire.

En 1836, la loi a fixé à quatre semaines le *maximum* de la durée de la session provinciale. A cette époque, cela paraissait largement suffisant.

En nonante ans, l'activité accrue des conseils provinciaux exige beaucoup plus de vingt-quatre jours par an pour résoudre les questions multiples qui leur sont soumises.

Quatre semaine pour établir le Budget et le droit pour le Conseil provincial lui-même, comme le Conseil communal, de se réunir suivant les nécessités, tel est le résumé de l'article 2 de notre proposition de loi. Il supprime donc les articles anciens qui subordonnaient la prolongation de la session à l'assentiment du Gouverneur et la convocation du Conseil provincial en un arrêté royal.

Désignation des députés à la Représentation proportionnelle.

En ce qui concerne l'application de la Représentation proportionnelle à la députation permanente, nous avons dû, afin d'avoir toujours un nombre impair, fixer à 5, à 7 et à 9 le nombre des députés permanents. Le chiffre minimum est de 5 avec augmentation de 2 membres par 500,000 habitants. La multiplicité des objets à débater et à résoudre dans les provinces peuplées, légitime, d'ailleurs, à elle seule, cet accroissement de députés permanents.

Pour le surplus, nous avons repris purement et simplement le système adopté par le Sénat en séance du 22 septembre 1924.

Suppression des Commissaires d'arrondissement.

L'article 15 envisage la suppression graduelle des Commissaires d'arrondissement.

L'utilité du rôle joué par les Commissaires d'arrondissement a été contesté à plusieurs reprises. En 1874, en 1887, en 1922 et en 1923 la question de leur suppression a été posée. En France, le Parlement a souvent manifesté son intention de les supprimer.

On a bien des fois reproché aux Commissaires d'arrondissement d'être des agents électoraux et on a dit que le commissariat, n'étant qu'un instrument de transmission, pourrait être remplacé par une « boîte à lettres ».

Sans vouloir exagérer dans ce sens, nous dirons cependant que le rôle des Commissaires d'arrondissement est assez mal déterminé par la loi et, qu'au fur et à mesure que les communes sont mieux organisées, l'intervention du Commissariat d'arrondissement devient sans objet.

Déjà l'arrêté royal du 7 mars 1924 qui abroge le règlement organique des commissariats d'arrondissement a incorporé dans le cadre des fonctionnaires et employés des gouvernements provinciaux le personnel placé sous les ordres des Commissaires d'arrondissement.

En remettant ce qui reste de la mission de ces sous-gouverneurs sans tâche bien déterminée au gouvernement provincial, on accélérerait la besogne administrative et on ferait une économie qui, par cette période de compression de dépenses, ne serait point à dédaigner. Il est entendu que la suppression des commissariats se ferait graduellement, au fur et à mesure des vacances seulement.

. . .

Notre proposition restitue à la province l'autonomie à laquelle elle a droit. Elle assure le contrôle par la R. P. à la Députation permanente.

On pourrait y ajouter le *Referendum* afin de donner des garanties contre des abus éventuels, mais très peu probables. Nous n'en avons rien fait pour ne pas compliquer les choses. Pourtant, la consultation populaire en Suisse, — pays d'autonomie autrement développée que celle que nous proposons — a donné aux conservateurs comme aux démocrates des résultats rassurants : au point de vue général, ne l'avons-nous pas vu dernièrement repousser le prélèvement sur le capital, mais d'autre part, maintenir à une forte majorité la journée de 8 heures.

Le *Referendum* est certes, le meilleur régulateur des travaux des assemblées ; le proposer ici, c'était peut-être, si nous en jugeons par le passé, renouveler de longs débats d'ordre théorique, voir même constitutionnel. Nous y avons renoncé pour l'instant, d'autant plus qu'il pourra revenir sous forme d'amendement ou plus tard, en cas de nécessité absolue, sous forme d'une loi provinciale spéciale.

Ce que nous avons voulu, c'est proposer le minimum des réformes indispensables à introduire dans la loi provinciale au cas où, le vote féminin à la province viendrait à être discuté.

Nous considérons que le suffrage des femmes bouleverserait tellement notre régime actuel que des réformes essentielles seraient indispensables.

La Représentation proportionnelle à la Députation permanente ne peut elle-même fonctionner avec le minimum d'inconvénients qu'aux conditions sui-

vantes : 1° la Députation permanente a le droit d'élire elle-même son président; 2° le Gouverneur n'aura à remplir aux séances de la Députation permanente que le rôle qui lui est assigné par l'article 123 en ce qui concerne les séances du Conseil provincial; 3° les Conseils provinciaux disposeront pleinement du droit de se réunir; 4° l'autonomie financière la plus large sera accordée aux Conseils provinciaux. Les réformes que contient notre proposition sont à notre sens le corrolaire obligé de tout projet touchant au régime provincial actuel.

Nous les soumettons à nos collègues avec la conviction qu'ils voudront les étudier.

L'effort, si heureux en résultats positifs, qu'ont fait les neuf provinces doivent inspirer confiance aux législateurs. Il y aurait injustice à ne pas en tenir compte; mais ce serait aussi commettre, pensons-nous, une faute grave de désaxer les administrations provinciales par le vote féminin sans introduire dans la loi les contre-poids nécessaires à un fonctionnement bien équilibré des institutions nationales.

LÉON TROCLET.

(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JULI 1925.

Wetsvoorstel tot herziening van de provinciale wet van 30 April 1836.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Wij hebben de eer, ons wetsvoorstel — door de Parlementsontbinding vervallen — opnieuw in te dienen. Wij hebben gemeend er niets te moeten aan veranderen, noch aan de Toelichting, noch aan den tekst der artikelen. Sommige gedeelten van de Toelichting moeten dan ook gelezen worden in verband met den datum der eerste indiening van ons voorstel. Vóór de ontbinding, heeft de Middenafdeeling reeds de bepalingen onderzocht betreffende de benoeming der Gouverneurs en van de Bestendige afgevaardigden.

Een verslag over dit gedeelte van ons voorstel werd ter Kamer ingediend op 18 Februari 1925 door den heer Pussemier. Aangezien de tijd, waarover het Parlement in dezen zittijd beschikt, hetzelfde zal toelaten het provinciaal vraagpunt in al zijn omvang te onderzoeken, zoo hebben wij ons voorstel onverminderd opnieuw ter tafel gelegd.

Ziehier de Toelichting en den tekst van ons voorstel, zooals die bij de Kamer, op 8 Mei 1925, werden ingediend :

Sinds den wapenstilstand, hebben de Provinciale Raden van Luik, Henegouw en Brabant studiecommissies aangesteld om de provinciale wet van 30 April 1836 te herzien.

Anderzijds, heeft de Senaat, bij 47 tegen 20 stemmen, een ontwerp aangenomen waarbij de evenredige vertegenwoordiging wordt toegepast op de benoeming van de bestendige afgevaardigden. Ter Kamer werden op het senatoriale voorstel amendementen ingediend; deze hadden vooral ten doel wijziging te brengen in de benoeming van den Gouverneur en zijne rol in de Bestendige Deputatie anders te omschrijven.

Daarenboven, hebben een zeker aantal van onze collega's onlangs een wetsvoorstel ingediend waarbij het kiesrecht voor de verkiezing der provinciale raadsleden ook aan de vrouwen wordt verleend.

Wij meenen dat de onderscheidene vraagpunten betreffende de provinciale inrichting het voorwerp moeten uitmaken van een gezamenlijke studie en een oplossing van het geheel. Het is zeker dat de feitelijke politieke toestand welke, sedert 1836, over 't algemeen nagenoeg dezelfde is gebleven, grootendeels zou veranderd worden moesten de vrouwen geroepen zijn om voor den Provincialen Raad te stemmen. In deze gansch nieuwe voorwaarden, zou de toepassing der wet van 1836 in hare uitslagen vervalscht zijn. Met het oog op die eventualiteit, zou men de provinciale wet moeten aanpassen aan den nieuwen toestand, die door de nieuwe kieswetgeving is ontstaan.

Ondanks deze feitelijke redenen, kan men niet loochenen dat, sedert 1836, de Provinciale Raden, wegens de bewezen diensten, recht hebben op meer zelfstandigheid op elk gebied.

Daags na de Revolutie van 1830, was ons land onder den invloed der Fransche ideeën van de tot het uiterste gedreven centralisatie-politiek. Doch de maatschappelijke evolutie, de economische ontwikkeling van het land, de eeuwenoude overleveringen der Belgische provinciën waren oorzaak dat onze Provinciale Raden, vooral sedert een kwart eeuws, niet gewacht hebben om deugdelijk initiatief te nemen op alle gebied en om alzoo de provincie tot proefveld van den Staat te doen dienen.

Het uur is dus geslagen, — vooral zoo men de vrouwen laat deelnemen aan de verkiezingen voor de provincie, — om onze nagenoeg honderdjarige provinciale wet geheel om te werken. Daartoe strekt het onderhavige wetsvoorstel.

Wij zouden de meest belangrijke wijzigingen, die wij aan de provinciale wet van 30 April 1836 toebrengen, als volgt kunnen samenvatten :

1. — De Gouverneur.

a) De Gouverneur wordt door den Koning benoemd uit eene lijst van twee kandidaten voorgedragen door de provinciale en de wetgevende mandatarissen van de provincie;

b) De griffier en het personeel van het provinciaal gouvernement worden benoemd en gecontroleerd door de Bestendige Deputatie en den Provincialen Raad;

c) De Bestendige Deputatie wordt niet meer voorgezeten door den Gouverneur; maar deze woont de vergaderingen er van bij in dezelfde hoedanigheid als die van de Provincialen Raad.

2. — Bijeenroeping van den Provincialen Raad.

a) De Provinciale Raad houdt van rechtswege een zitting van vier weken, die uitsluitend wordt gewijd aan de behandeling der Begrooting;

b) Op aanzoek van de Bestendige Deputatie, van den Gouverneur of van een derde van den Provincialen Raad, vergadert deze, na bijeenroeping door zijn bureel, in buitengewonen zitting. Op dit gebied wordt dus de Provinciale Raad naar het voorbeeld van den gemeenteraad, heer en meester.

3. — Financiële zelfstandigheid.

a) Onverminderd de gevallen van verhaal voorzien door de Grondwet (art. 108, § 5), vestigt de Provinciale Raad in volle onafhankelijkheid belastingen en heffingen om te voorzien in de vereischen van de Begrooting;

b) De onkosten van kazerneering der Gendarmerie en sommige gerechtskosten, tot nog toe door de provincie betaald, worden op de Staatsbegrooting overgebracht;

c) De intrekking der artikelen 86, 87 en 88 geeft meer lenigheid aan het bestuur, door dat de provinciale zelfstandigheid meer uitbreiding bekomt.

4. — De evenredige vertegenwoordiging in de Bestendige Deputatie.

De artikelen 7 en 8 stellen de regelen vast voor de toepassing der evenredige vertegenwoordiging bij de benoeming van de bestendige afgevaardigden.

5. — De arrondissementscommissarissen.

Artikel 15 betreft de geleidelijke afschaffing van de arrondissementscommissarissen.

* * *

Ons wetsvoorstel steunt op dit zeer Belgisch beginsel : de provinciale zelfstandigheid. Men moet evenwel dit principe niet tot in het absolute doordrijven. Ons doel is practischer en bescheidener. Evenals eene verkeerd opgevatte en onbegrensde autonomie betreurenswaardig zou zijn, evenzoo is eene uitbreiding van de provinciale autonomie noodzakelijk en vruchtdragend. De ondervinding heeft geleerd dat de Provinciale Raden, op hun eigen gebied, meer bekommerd zijn om de belangen van de provincie, terwijl zij dan bovendien nog medehelpen tot het welzijn van heel het land.

De Geschiedenis van België zal over de werking van de provinciën, sedert 1830, met grooten lof spreken. Zonder in het minst de verdiensten der andere provinciën te willen verminderen, wijzen wij er in 't voorbijgaan op, dat de Provinciale Raden van Luik, Henegouw, Brabant en Oost-Vlaanderen, voor de openbare gezondheid, voor het technisch en landbouwonderwijs, op schoolgebied, in de bestrijding van tuberculose en ankylostomatie, enz., groote diensten aan België hebben bewezen. Onder den oorlog waren de leden van de Bestendige Deputaties van de negen provinciën, zeer dikwijls de ziel van den moreelen weerstand en de aanzetters van de hulp- en bevoorradingswerken.

Hebben zij door dit feit niet eens te meer recht op de dankbaarheid en het vertrouwen der Natie verworven ?

Met hun eene ruimere autonomie te verleen, zullen de vertegenwoordigers van het land zich eenvoudig van eene nieuwe schuld van dankbaarheid kwijten ten opzichte van onze negen provinciën.

. * .

Is de gemeentelijke zelfstandigheid een der hechtste elementen van den vaderlandschen geest in België, even vast zit in de gemoederen de gedachte van de provinciale zelfstandigheid geankerd. Heel de geschiedenis, heel de politieke actie van onze voorouders, al de opstanden tegen de vreemde overheerschers vinden hun oorsprong in deze traditie.

Door dit te miskennen zou men de onmisbare eenheid van de zoo verschillende gewesten van het land in gevaar brengen. Daar het provinciale leven zich sedert een kwart eeuws, buitengewoon heeft ontwikkeld, moeten wij, op eene zeer ruime wijze, de banden losser maken die thans hunne uitbreiding eenigszins belemmeren.

Artikel 31 van de Grondwet zegt uitdrukkelijk : « *De uitsluitend gemeentelijke of provinciale belangen worden door de gemeenteraden of provinciale raden geregeld, volgens de beginselen door de Grondwet gevestigd.* »

Herhaaldelijk heeft het Hof van Verbreking verklaard : « behoudens contrôle van de hogere overheid, *zoals door de wetten is geregeld, zijn de gemeentelijke en provinciale machten zelfstandig en onafhankelijk, en hunne beslissingen zijn werkelijke soevereine akten die moeten geëerbiedigd worden door de Regeering als door de particulieren.* »

Artikel 31 van de Grondwet bekrachtigt dus wel het beginsel van de autonomie. De grondwetgevers van 1830 hadden het voorgevoelen dat eens de uitbreiding van deze autonomie zou noodig zijn. Inderdaad, artikel 108 van de Grondwet zegt : « de provinciale en gemeentelijke instellingen worden door de wetten geregeld. » Daar de grondwetgevers evenwel handelden onder invloed van de centraliseerende gedachten der Fransche politiek, hebben zij de provinciale organisatie niet willen vastleggen, en hebben aan den wetgever de zorg over gelaten, naar gelang van de evolutie, de verscheide modaliteiten van de zelfstandigheid te bepalen.

Bij de laatste herziening, vlak na den oorlog, te midden van het herstel van het land, in eene atmosfeer die niet geschikt was voor de gedachten van zelfstandigheid, hebben de grondwetgevers aan artikel 108 slechts geraakt om deze autonomie te verruimen, door, voor provinciën en gemeenten, het recht te bepalen zich te *vereenigen* « om zaken van provinciaal of gemeentelijk belang gemeenschappelijk te regelen of te beheeren ».

Zoo eene centralisatie noodig is, wat betreft de algemeene zaken van het land, dan is eene decentralisatie noodig voor de zaken van gewestelijk belang. De groote Franschman, Benjamin Constant, heeft daarover zeer treffende regelen geschreven. Het volstaat het woord « arrondissement » te vervangen door het woord « provincie » en zijne redevoering op België toe te passen.

« Het bestuur van de zaken van allen, zegt hij, behoort aan allen, dit wil zeggen aan de vertegenwoordigers van allen. Wat maar belang heeft voor een gedeelte, moet door dit gedeelte worden beslist; wat maar betrekking heeft op een persoon, moet enkel aan dien eenen persoon worden onderworpen. *Men kan niet genoeg herhalen dat de algemeene wil niet meer cerbied verdient dan de*

particuliere wil zodra hij buiten zijn sfer gaat. Verondersteld eene natie van een millioen zielen, verdeeld over een zeker getal gemeenten. In elke gemeente heeft ieder persoon belangen die hem alleen aangaan, en die bijgevolg niet moeten onderworpen worden aan de jurisdictie van de gemeenté. Andere belangen zullen betrekking hebben op al de bewoners van de gemeente, en deze belangen vallen onder de bevoegdheid van de gemeente. Deze gemeenten zullen op hare beurt belangen hebben die enkel haar inwendig leven betreffen, en andere die zich zullen uitbreiden tot het arrondissement. De eerste zullen onder de gemeentelijke bevoegdheid vallen, de andere onder die van het arrondissement, en zoo verder, tot aan de algemeene belangen, gemeenschappelijk aan elk van de personen die het millioenvolk uitmaken. Het spreekt van zelf dat het alleen deze laatste belangen zijn over dewelke het heele volk, of zijne vertegenwoordigers, wettelijke jurisdictie hebben en dat zij, indien zij zich bemoeien met de belangen van het arrondissement, van de gemeenten of van het individu, hunne rechten te buiten-gaan. Hetzelfde geldt voor een arrondissement dat zich zou bemoeien met de particuliere belangen van eene gemeente, of voor de gemeente die het zuiver individueel belang van een harer leden zou willen aantasten. »

Deze regelen, welke dikwijls onder de oogen zouden moeten komen van degenen die zich met openbare zaken bezighouden, worden overgenomen door J.-J. Thonissen, die de meest gezaghebbende verklaarder blijft van onze Grondwet.

De heer Thonissen zelf heeft gezegd : De gemeente en de provincie hebben beiderzijds eigen belangen, die zij alleen behoorlijk kunnen besturen. » *Billijkheid en rede eischen dat men hun de uitsluitende leiding overlate van al de zaken die geen rechtstreeksche en onmiddellijke betrekking hebben tot de algemeene belangen van het land.* **Eene overdreven centralisatie legt aan de centrale macht een en al te zware taak op, die haar belet zich behoorlijk bezig te houden met de voortdurende zorgen welke het algemeen bestuur vereischt ;** zij stelt haar bovendien bloot aan het gevaar eene menigte vergissingen te begaan in zaken welken, om goed verstaan en goed behandeld te worden, eene nauwkeurige en persoonlijke kennis eischen van de menschen en de plaatsen. »

*
* * *

In het zelfstandigheidsbeginsel dat door de Grondwet wordt gehuldigd, ligt eene belofte gesloten voor alle mogelijke macht. Het is echter goed te verstaan dat, tijdens de eerste jaren onzer onafhankelijkheid, de uitvoerende macht en de wetgevende macht gemeend hebben waarborgen te moeten nemen om te vermijden dat een verouderd en verkeerd begrepen provincialisme den nieuwen Staat in zijne vorming en samenhang in den weg zouden staan. Het politiek leven was toen fel beperkt; de hoofdstad was vanuit de provincie bezwaarlijk te bereiken; de drukpers was weinig verspreid en de inlichtingen langzaam in te winnen. Eene verkeerde opvatting van de autonomie was te vreezen. Dit had de beperkende bepalingen der wet van 1836 voor gevolg.

Thans zijn de tijden fel veranderd. En meestal de bezwaren van eene te ver strekkende zelfstandigheid zijn verdwenen. De werkverdeeling tusschen de onderscheidene openbare machten staat op klare wijze iedereen voor den geest die zich met politieke of sociale vraagstukken bezighoudt of zich aan bestuurszaken gelegen laat. Practischerwijs is dit zelfs eene dringende noodzakelijkheid geworden. De verscheidenheid der op te lossen gevallen en vraagstukken kan moeilijk gepaard gaan met de bestuurlijke traagheid die eigen is aan de centralisering der bureelen.

De heer Henri Charriaut, een Franschman die de Belgische instellingen grondig heeft bestudeerd, schrijft daarover terecht :

« Deze werkverdeeling vereenvoudigt den gang der zaken » ; daaruit volgen ook bepaalde bevoegdheden waardoor verantwoordelijkheid wordt vastgesteld en ondernemingsgeest aangemoedigd. De decentralisering levert gewis bezwaren op, die echter moeten zwichten voor de onschatbare diensten aan het land bewezen. Elke stad wordt een midden van sterke voortbrengst op stoffelijk en verstandelijk gebied. Men dient inderdaad op te merken dat de voorspoedigste landen op economisch gebied, met de meest nijvere steden, juist de landen zijn waar de plaatselijke en de gewestelijke economie de sterkste uitbreiding heeft genomen. »

Met de provinciale autonomie uit te breiden, blijven wij dus in onze nationale gewoonten en houden wij rekening met 's lands ontwikkelingsgang op economisch, politiek en verstandelijk gebied.

Benoeming van den Gouverneur.

Zooals zij thans bestaat, heeft de nochtans zoo beperkte zelfstandigheid van onze provinciën reeds diensten bewezen. Zij zal er meer kunnen bewijzen zoodra zij zal heringericht en uitgebreid zijn.

De benoeming van den Gouverneur, door den Koning, uit eene lijst van twee kandidaten, voorgedragen door de mandatarissen van de provincie, zal aan sommigen als een overdreven maatregel toeschijnen. Is het feit, dat twee provinciën met eene socialistische meerderheid twee gouverneurs bezitten van eene andere gezindte, niet te betreuren? Is het ook niet te betreuren dat de socialistische partij, welke meer dan een derde van de Natie vertegenwoordigt, in België geen enkel gouverneur van hare gezindte bezit? Ons voorstel zou daaromtrent evenwicht doen heerschen. Het laat, trouwens, in zake van benoeming, de beslissing over aan het Hoofdbestuur en laat het bestaande recht van afstelling onverkort.

Machtsmisbruik vanwege den Provincialen Raad is niet te vreezen en dit om de volgende redenen : 1^o lid 3 van artikel 108 der Grondwet laat het verhaal toe bij de wetgevende macht en bij den Koning wanneer de Provinciale Raad zijne bevoegdheid te buiten gaat en het algemeen belang te kort doet; 2^o de toepassing van de evenredige vertegenwoordiging op de Bestendige Deputatie verzekert de contrôle van al de partijen in den schoot van het Uitvoerend Comité van den Provincialen Raad. Het is wel verstaan dat ons voorstel een geheel uitmaakt. De evenredige vertegenwoordiging op de Bestendige Deputatie zou met

het bestaande stelsel niet mogelijk zijn, want zij zou de meeste rechten aan den Gouverneur schenken. Zij kan, daarentegen, goed verdedigd worden daar zij het recht van den Provincialen Raad om zich zelf ter vergadering op te roepen uitbreidt en de rechten welke de Gouverneur in de Bestendige Deputatie bezit gelijkmaakt aan die, welke hem voor de vergaderingen der provinciale raadsleden zijn toegekend.

Benoeming van den Griffier en van de provinciale beambten.

Dewijl de provinciale griffier in den dienst is van het provinciaal bestuur, is het billijk lat hij, evenals zijn personeel, zijn benoeming houdt van den Provincialen Raad of van de Bestendige Deputatie. Dit is thans niet het geval. Mag dit geduld worden? Zij stellen dus voor dat de benoeming van den griffier en van de provinciale beambten door de provincie gedaan wordt.

Ten einde, nochtans, den Gouverneur toe te laten zijne zending te vervullen, laat ons voorstel artikel 127 onverkort, waarbij aan den Commissaris van de Reggering het recht wordt verleend om van de provinciale beambten de inlichtingen te eischen welke noodig zijn om zijn ambt te vervullen.

Uitgaven van algemeenen aard.

De intrekking der n^os 1, 2 en 21 van artikel 69 legt ten laste van den Staat uitgaven van algemeenen aard welke, tot nog toe, door de provincie werden gedragen. Het betreft gerechtskosten, onderhoudskosten en zekere kazerneeringskosten voor de gendarmerie. De provinciën Luik, Brabant, Henegouw, Limburg, Luxemburg en West-Vlaanderen hebben, in den zin van ons voorstel, wenschen uitgebracht. Wij achten het oogenblik gekomen om hun geheele en volledige voldoening te geven.

Het eenige ingeroepen argument, dat men bij den aanvang onzer onafhankelijkheid deed gelden om deze kosten ten laste van de provincie te leggen, is : dat dit zoo sedert een veertigtal jaren bestond! Doch, wezenlijk, erkende men te dien tijde reeds, dat deze uitgaven, uit hunnen aard, den Staat behoorden.

Duur van den gewonen zitting en buitengewonen zitting.

In 1836, heeft de wet den maximumduur van den provincialen zitting vastgesteld op vier weken. Te dien tijde scheen dit ruimschoots voldoende.

Na negentig jaar, eischt de steeds groeiende werkzaamheid van de Provinciale Raden veel meer dan vier en twintig dagen per jaar om de talrijke vraagstukken, die er aan worden onderworpen, op te lossen.

Vier weken om de Begroting op te maken, en het recht voor den Provincialen Raad zelf, evenals voor den gemeenteraad, samen te komen naar gelang de noodwendigheden, dit is in 't kort de inhoud van artikel 2 van ons wetsvoorstel. Het doet dus de vroegere artikelen wegvallen welke de verlenging van den zitting deden afhangen van de goedkeuring van den Gouverneur, en de bijeenroeping van den Provincialen Raad, van een Koninklijk besluit.

*Benoeming van de leden der Bestendige Deputatie
bij evenredige vertegenwoordiging.*

Wat betreft de toepassing van de evenredige vertegenwoordiging op de Bestendige Deputatie, moesten wij het getal leden der Deputatie vaststellen op 5, 7 en 9, om altijd een onpaar getal te hebben. Het laagste cijfer is 5, met 2 leden meer per 500,000 inwoners. De menigvuldige vraagstukken die in de bevolkte provinciën moeten behandeld en opgelost worden, billijkt ten andere volkomen deze vermeerdering van de leden der Bestendige Deputatie.

Voor het overige, hebben wij eenvoudig het stelsel overgenomen dat door den Senaat werd goedgekeurd ter vergadering van 22 September 1921.

Opheffing van de arrondissementscommissarissen.

Artikel 15 behandelt het trapsgewijze opheffing van de arrondissementscommissarissen.

Het nut van de rol der arrondissementscommissarissen werd herhaaldelijk betwist. In 1874, in 1887, in 1922 en in 1923 werd de vraag van hunne opheffing gesteld. In Frankrijk heeft het Parlement meer dan eens zijn inzicht laten kennen ze af te schaffen.

Men heeft vaak aan de arrondissementscommissarissen verweten kiesagenten te zijn, en men heeft gezegd dat het commissariaat, daar het alleen dient om « over te maken », zou kunnen vervangen worden door een « brievenbus ».

Zonder nochtans in dien zin te willen overdrijven, zullen wij zeggen dat de rol der arrondissementscommissarissen tamelijk slecht omschreven is door de wet, en dat, naar gelang de gemeenten beter worden ingericht, de tusschenkomst van den arrondissementkommissaris geen reden van bestaan meer heeft.

Reeds door het Koninklijk besluit van 7 Maart 1924, waarbij het reglement tot regeling van de arrondissementscommissariaten wordt ingetrokken, werd het personeel, onder de arrondissementscommissarissen geplaatst, opgenomen in het kader van de ambtenaren en bedienden der provinciale besturen. Bovendien zou men, met hetgeen van de zending dier ondergouverneurs, zonder wel afgeleijnde taak, overblijft, het bestuurswerk sneller doordrijven en besparingen doen, welke, in dezen tijd van bezuiniging, niet te verwaarloozen zijn. Het blijft verstaan, dat de commissariaten slechts geleidelijk, naarmate de plaatsen openvallen, zouden afgeschaft worden.

. . *

Door ons voorstel wordt aan de provincie de zelfstandigheid waarop zij recht heeft, teruggeschonken, en de Bestendige Deputatie krijgt de contrôle door middel van de E. V.

Men zou er het *Referendum* kunnen aan toevoegen, ten einde waarborgen te hebben tegen mogelijke doch onwaarschijnlijke misbruiken. Ten einde de zaken niet te verwickelen, hebben wij dit echter niet gedaan. In Zwitserland, waar de

autonomie heel wat sterker is uitgebreid dan hetgeen wij voorstellen, heeft de volksraadpleging voor behoudsgezinden evenals voor de democraten heilzame uitslagen opgeleverd; in algemeen opzicht, heeft deze volksraadpleging nog onlangs de belasting op het kapitaal afgewezen, terwijl zij, anderzijds met eene sterke meerderheid den achturendag heeft gehandhaafd.

Het *referendum* is ongetwijfeld het beste middel om de werkzaamheden der vergaderingen te temperen; moesten wij het echter hier voorstellen, dan zouden wij, indien wij het verleden te rade gaan, wellicht opnieuw lange debatten zelfs op grondwettelijk gebied openen. Vooralsnu hebben wij er van afgezien, des te meer daar de quaestie kan worden voorgebracht bij wijze van afzonderlijke provinciale wet.

Onze bedoeling was zoo weinig mogelijk doch de allernoodzakelijkste hervormingen te brengen in de provinciale wet voor het geval dat het vrouwenkiesrecht voor de provincie in bespreking mocht komen.

Wij zijn van gevoelen, dat het vrouwenkiesrecht zoodanig ons bestaande regime zou schokken, dat grondige hervormingen zouden noodzakelijk zijn.

De invoering van de evenredige vertegenwoordiging bij de Bestendige Deputatie zal enkel het minste bezwaar opleveren op de volgende voorwaarden : 1° De Bestendige Deputatie heeft het recht zelf haren voorzitter te kiezen; 2° de Gouverneur heeft in de vergaderingen der Bestendige Deputatie slechts de rol te vervullen, welke hem krachtens artikel 123 wordt aangewezen in zake de vergaderingen van den Provincialen Raad; 3° de Provinciale Raden beschikken over het volle recht om te vergaderen; 4° de ruimste zelfstandigheid op financieel gebied wordt aan de Provinciale Raden verleend. De hervormingen, in ons voorstel besloten, zijn, naar onze meening, het natuurlijk gevolg van ieder ontwerp dat aan het bestaande provinciale statuut raakt.

Wij stellen ze aan onze collega's tot welwillend onderzoek voor.

De heilzame uitslagen welke onze negen provinciën door eigen pogen hebben bereikt, moeten vertrouwen aan onze wetgevers inboezemen. Het ware niet billijk dit niet in acht te nemen; wij meenen anderzijds dat het eene grove dwaling wezen zou, moest men de provinciale besturen door het vrouwenstemrecht uit hun as werpen, zonder door de wet het vereischte tegenwicht te brengen in de regelmatige werking van 's lands instellingen.

LÉON TROCLET.

(10)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi
portant revision de la loi provinciale
du 30 avril 1836.

ARTICLE PREMIER.

L'article 4, alinéa 2, est remplacé
comme suit :

« Les commissaires du Gouvernement
(Gouverneurs) sont nommés par le Roi
sur une liste double présentée :

- a) Par le Conseil provincial;
- b) Par les membres de la Chambre
des Représentants élus par les Collèges
électoraux de la province;
- c) Par les membres du Sénat élus
par les Collèges électoraux de la pro-
vince et par le Conseil provincial.

Chaque liste indiquera un premier et
un deuxième candidat.

» Les commissaires du Gouvernement
peuvent être révoqués par le Roi.

» Le greffier provincial est nommé par
le Conseil provincial sur triple présen-
tation de la Députation permanente.

» Le greffier provincial est en même
temps secrétaire de la Députation per-
manente et assure la direction de tous
les services de l'administration provin-
ciale.

» Tous les fonctionnaires du gouver-
nement provincial sont placés sous ses
ordres.

Wetsvoorstel
tot herziening van de provinciale wet
van 30 April 1836.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 4, alinea 2, wordt gewijzigd
als volgt :

« De Regeeringscommissarissen (Gou-
verneurs) worden door den Koning
benoemd uit eene lijst van twee candi-
daten voorgedragen :

- a) Door den Provincialen Raad;
- b) Door de leden van de Kamer der
Volksvertegenwoordigers gekozen door
de Kiescolleges van de provincie;
- c) Door de leden van den Senaat
gekozen door de Kiescolleges van de
provincie en door den Provincialen
Raad.

Op iedere lijst wordt een eerste en
een tweede candidaat aangeduid.

» De Regeeringscommissarissen kun-
nen door den Koning afgezet worden.

» De provinciale griffier wordt door
den Provincialen Raad benoemd op eene
voordracht van drie kandidaten door de
Bestendige Deputatie.

» De provinciale griffier is terzelfder-
tijd secretaris van de Bestendige Depu-
tatie en zorgt voor de leiding van al de
diensten van het provinciaal bestuur.

» Al de ambtenaren van het provin-
ciaal bestuur staan onder zijne orders.

H

En remplacement de l'annexe au n° 54 distribuée antérieurement.

Ter vervanging van de vroeger rondgedeelde bijlage van n° 54.

» Il est assisté dans ses fonctions par un greffier-adjoint désigné par le Bureau du Conseil provincial, sur triple présentation de la Députation permanente.

» Les nominations des autres membres du personnel provincial sont faites par la Députation permanente. »

ART. 2.

Les articles 44, 45 et 46 sont abrogés et remplacés par la disposition unique suivante :

« ART. 44. — Le Conseil provincial fixe dans son règlement d'ordre intérieur, soit au 1^{er} juillet, soit au 1^{er} octobre, à 10 heures du matin, l'époque à laquelle il se réunit de plein droit chaque année, en session ordinaire. Si le 1^{er} juillet ou le 1^{er} octobre est un jour férié, la réunion est remise au lendemain.

» Le Conseil se constitue sous la présidence du doyen d'âge assisté de deux membres, les moins âgés, comme secrétaires.

» Au cours de la quinzaine qui précède l'ouverture de la session ordinaire, le Conseil se réunit pendant un jour, sur convocation de la Députation permanente, à seule fin de renvoyer à l'examen des commissions spéciales ou des sections, les affaires au sujet desquelles il sera appelé à délibérer dans sa session ordinaire, à l'intervention de la Députation permanente, agissant en vertu de l'article 113 de la présente loi.

» La durée de la session ordinaire est de quatre semaines au plus. Pendant la session, le Conseil s'occupera exclusivement du Budget de la province.

» Indépendamment de cette session, le Conseil peut être réuni en session

» Hij wordt in zijn ambt bijgestaan door een adjunct-griffier benoemd door het Bureau van den Provincialen Raad, op eene voordracht van drie kandidaten door de Bestendige Deputatie.

» De benoemingen van de overige leden van het provinciaal personeel worden gedaan door de Bestendige Deputatie. »

ART. 2.

De artikelen 44, 45 en 46 vallen weg en worden vervangen door de volgende bepaling :

« ART. 44. — In zijn huishoudelijk reglement bepaalt de Provinciale Raad, op 1 Juli of op 1 October, te 10 uur 's morgens, het tijdstip waarop hij elk jaar van rechtswege zijn gewonen zitting houdt. Valt 1 Juli of 1 October op een feestdag, dan wordt de vergadering uitgesteld tot 's anderendaags.

» De Raad houdt zitting met, als voorzitter, het oudste lid in jaren bijgestaan door twee secretarissen, zijnde de jongste leden.

» Tijdens de veertien dagen die aan de opening van den gewonen zitting voorafgaan, vergadert de Raad gedurende een dag, op bijeenroeping van de Bestendige Deputatie, ten einde naar de bijzondere commissiën of de afdeelingen te verwijzen de vraagstukken waarover de Raad zal moeten beraadslagen tijdens zijn gewonen zitting, op voorstel van de Bestendige Deputatie, handelende krachtens artikel 113 dezer wet :

« De gewone zitting duurt ten hoogste vier weken. Gedurende den zitting houdt de Raad zich uitsluitend bezig met de Begrooting der provincie.

» Buiten dezen zitting kan de Raad in buitengewonen zitting vergaderen

extraordinaire chaque fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions. Il est convoqué par le Bureau, à la requête du Gouverneur ou de la Députation permanente : le Bureau est tenu de convoquer le Conseil provincial dans la huitaine qui suit la réception de cette demande.

» Sur la demande d'un tiers des conseillers provinciaux, le Bureau est tenu de convoquer le Conseil provincial aux jour et heure indiqués.

» Les convocations de chaque session sont faites par écrit au moins trois jours francs avant la réunion. Elles contiennent l'objet des délibérations. Les convocations relatives aux séances des sessions portent l'ordre du jour; les délais de convocations sont fixés par le règlement d'ordre intérieur du Conseil provincial. La date d'ouverture et l'objet principal de la session sont annoncés dans les journaux quotidiens de la province.

» Si des élections pour le renouvellement intégral du Conseil ont lieu plus de six semaines avant l'époque de sa session ordinaire, le Conseil est convoqué par le Gouverneur (ou la Députation permanente) en session extraordinaire dans le mois des élections, à l'effet de procéder à la vérification des pouvoirs des élus, d'anticiper la nomination de son président et de son vice-président, de pourvoir, enfin, au remplacement des membres de la Députation permanente dont le mandat a pris fin. »

ART. 3.

Le premier alinéa de l'article 66 est complété comme suit :

« Chaque année, le Conseil arrête les

telkens als de vraagstukken, die binnen zijne bevoegdheid vallen, het eischen. Hij wordt bijeengeroepen door het Bureel, op verzoek van den Gouverneur of van de Bestendige Deputatie; het Bureel moet den Provincialen Raad bijeenroepen binnen acht dagen na de ontvangst van het verzoek.

» Op aanvraag van een derde der provinciale raadsleden, roept het Bureel den Provincialen Raad bijeen op uur en datum die zijn aangeduid.

» De bijeenroepingen voor elken zitting worden schriftelijk gedaan ten minste drie volle dagen vóór de vergadering. Zij vermelden het voorwerp der beraadslagingen. De bijeenroepingsbrieven betreffende de vergaderingen der zittingen vermelden de dagorde; de bijeenroepingstermijnen worden vastgesteld door het huishoudelijk reglement van den Provincialen Raad. De datum der opening en het hoofdpunt van den zitting worden in de dagbladen der Provincie aangekondigd.

» Hebben verkiezingen plaats voor de geheele vernieuwing van den Raad vroeger dan zes weken vóór de opening van den gewonen zitting, dan wordt door den Gouverneur (of door de Bestendige Deputatie) de Raad in buitengewonen zitting bijeengeroepen binnen ééne maand na de verkiezingen tot goedkeuring der geloofsbrieven van de gekozenen, tot de voorafgaande benoeming van den voorzitter en den ondervoorzitter, tot vervanging, ten slotte, van de leden der Bestendige Deputatie wier mandaat vervallen is. »

ART. 3.

Het eerste lid van artikel 66 wordt aangevuld als volgt :

« Elk jaar sluit de Raad de rekeningen

comptes de recettes et de dépenses pour l'exercice précédent; il vote le Budget des dépenses pour l'exercice suivant et les moyens d'y faire face.

» Sans préjudice des recours prévus à l'alinéa 5 de l'article 108 de la Constitution, le Conseil provincial établit, en pleine indépendance, des impôts et taxes pour faire face aux nécessités budgétaires. »

ART. 4.

Les n° 1, 2, 3 et 21 de l'article 69 sont abrogés.

ART. 5.

L'alinéa 2 de l'article 85 est modifié comme suit :

« Ces règlements et ordonnances ne peuvent porter sur des objets déjà régis par des lois. »

ART. 6.

Les articles 86, 87, 88 et le 2^e alinéa de l'article 91 sont abrogés.

ART. 7.

L'article 96 est remplacé par le texte suivant :

« La Députation permanente du Conseil est composée :

a) De 5 membres dans les provinces comptant moins de 500,000 habitants.

b) De 7 membres dans les provinces comptant de 500,000 à 1 million d'habitants.

c) De 9 membres dans les provinces dont la population dépasse 1 million d'habitants. »

af van de ontvangsten en de uitgaven van het vorige dienstjaar; hij keurt de Begroeting goed van de uitgaven voor het volgende dienstjaar en de geldmiddelen om daarin te voorzien.

» Onverminderd de gevallen van verhaal voorzien bij lid 5 van artikel 108 van de Grondwet, vestigt de Provinciale Raad in volle onafhankelijkheid belastingen en heffingen om te voorzien in de vereischten van de Begroeting. »

ART. 4.

De nummers 1, 2, 3 en 21 van artikel 69 worden ingetrokken.

ART. 5.

Lid 2 van artikel 85 wordt gewijzigd als volgt :

« Deze reglementen en voorschriften mogen niet gaan over onderwerpen door wetten geregeld. »

ART. 6.

De artikelen 86, 87, 88 en het 2^e lid van artikel 91 worden ingetrokken.

ART. 7.

Artikel 96 wordt vervangen door den volgende tekst :

« De Bestendige Deputatie van den Raad bestaat uit :

a) 5 leden in de provinciën met ten minste 500,000 inwoners;

b) 7 leden in de provinciën tellende 500,000 tot 9 miljoen inwoners;

c) 9 leden in de provinciën, wier bevolking een miljoen inwoners overschrijdt. »

ART. 8.

Les dispositions ci-après sont introduites à la suite de l'article 96 :

« ART. 96^{bis}. — Les membres de la Députation permanente du Conseil provincial sont élus par application de la représentation proportionnelle. Cette élection se fait selon les dispositions suivantes :

» 1^o Le Conseil fixe, aussitôt après qu'il est constitué à la suite de son renouvellement, la date de son élection.

» 2^o Pour l'élection par application de la représentation proportionnelle, on suit les règles ci-après :

» 3^o Le président du Conseil fait connaître, en séance publique, les lieu, jour et heure auxquels il recevra les présentations de candidats; il indique à ces fins deux jours au moins dont l'un sera le dernier jour utile et deux heures au moins pour chacun de ces jours. L'ordonnance du président est aussitôt affichée dans la salle des séances et copie en est remise à tous les membres du Conseil.

» 4^o Les candidats doivent être présentés cinq jours au moins avant le scrutin.

» 5^o L'acte de présentation est, à peine de nullité, signé par cinq conseillers au moins et accompagné de la déclaration écrite et signée par les candidats proposés; il indique l'ordre dans lequel ces candidats sont présentés.

ART. 8.

De volgende bepalingen worden ingevoegd na het artikel 96 :

« ART. 96^{bis}. — De leden van de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad worden verkozen bij toepassing van de evenredige vertegenwoordiging. Deze verkiezing geschiedt naar de volgende bepalingen :

» 1^o Zoodra de Raad zich, na de vernieuwing daarvan, voor wettig en vol-tallig heeft verklaard, stelt hij den datum der verkiezing vast.

» 2^o Voor de verkiezing bij toepassing van de evenredige vertegenwoordiging, worden de volgende regelen in acht genomen :

» 3^o De voorzitter van den Raad doet in openbare vergadering kennen waar en op welke dagen en uren de akten van candidaatstelling bij hem moeten ingeleverd worden; daartoe stelt hij ten minste twee dagen, waarvan een de laatste geldige dag zijn zal, alsmede ten minste twee uren op elken dier dagen vast. Het besluit van den voorzitter wordt dadelijk in de vergaderzaal aangeplakt en een afschrift daarvan aan al de raadsleden overhandigd.

» 4^o De kandidaten moeten ten minste vijf dagen vóór de stemming voorgedragen worden.

» 5^o De akte van candidaatstelling wordt, op straffe van nietigheid, door ten minste vijf raadsleden ondertekend; daarbij wordt gevoegd de verklaring, geschreven en ondertekend door de voorgedragen kandidaten; de akte duidt de volgorde aan, waarin de kandidaten voorgedragen worden.

» Chaque liste doit contenir au moins le nom d'un conseiller élu ou domicilié dans chacun des arrondissements judiciaires de la province.

» Un conseiller ne peut signer plus d'un acte de présentation de candidats pour la même élection; toute contravention à cette disposition emporte nullité de la signature sur tous les actes sur lesquels elle figure.

» Les actes de présentation de candidats et de déclaration d'acceptation sont remis par deux des signataires au président du Conseil provincial qui en délivre récépissé.

» 6° Le Bureau du Conseil provincial remplit les fonctions du bureau électoral.

» Il se réunit quatre jours avant le scrutin, sur convocation du président, pour arrêter la liste des candidats.

» S'il y a lieu à l'application de l'article 257 du Code électoral, les candidats présentés sont proclamés élus. Le procès-verbal de l'élection, rédigé et signé séance tenante par les membres du bureau, est adressé immédiatement au greffier de la province avec les actes de présentation et les déclarations d'acceptation. Des extraits du procès-verbal sont immédiatement adressés au gouverneur de la province et aux conseillers provinciaux.

» Dans le cas contraire, la liste des candidats est affichée aussitôt dans la salle des séances du conseil; en outre, le bureau formule et fait imprimer les bulletins de vote sur papier électoral et à l'encre noire, conformément au modèle prescrit pour les élections provinciales.

» Iedere lijst moet ten minste den naam dragen van een raadslid verkozen of woonachtig in elk der rechterlijke arrondissementen van de provincie.

» Een raadslid mag niet meer dan ééne akte van candidaatstelling voor dezelfde verkiezing onderteekenen; wegens elke overtreding van deze bepaling is de handteekening op al de akten, waarop zij voorkomt, nietig.

» De akten van candidaatstelling en van verklaring van aanvaarding worden door twee van de onderteekenaars ingeleverd bij den voorzitter van den Provinciaal Raad; deze levert ontvangstbewijs daarvan af.

» 6° Het Bureel van den Provinciaal Raad treedt als kiesbureel op.

» Het vergadert vier dagen vóór de stemming, na bijeenroeping door den voorzitter, om de lijst der kandidaten vast te stellen.

» Dient artikel 257 van het Kieswetboek te worden toegepast, dan worden de voorgedragen kandidaten gekozen verklaard. Het proces-verbaal der verkiezing, staande de vergadering opge maakt en door de leden van het bureel onderteekend, wordt dadelijk aan den griffier der provincie toegezonden te gelijk met de akten van candidaatstelling en de verklaringen van aanvaarding. Uittreksels uit het proces-verbaal worden dadelijk aan den Gouverneur der provincie en aan de provinciale raadsleden overgemaakt.

» Is dit niet het geval, dan wordt de lijst der kandidaten zonder verwijl aangeplakt in de vergaderzaal van den Raad; bovendien stelt het bureel de stembrieven vast en doet ze op kiespapier en met zwarten inkt drukken overeenkomstig het model, voor de provinciale verkiezingen voorgeschreven.

» Copie de la liste des candidats est transmise aux conseillers provinciaux avec la lettre qui les convoque au scrutin.

» 7^e Les opérations électorales se font conformément aux articles 19 et 21 de la loi organique des élections provinciales.

» 8^e En cas de vacance d'un siège de membre de la Députation permanente, si des candidats, appartenant à la même liste que le membre à remplacer, ont été, lors de l'élection de celui-ci, déclarés suppléants, le suppléant arrivant le premier en ordre utile entre en fonctions.

» Toutefois, préalablement à son installation, le Conseil provincial procède à une vérification complémentaire de ses pouvoirs au point de vue exclusif de la conservation des conditions d'éligibilité à la Députation. »

ART. 9.

L'article 100 est remplacé par la disposition suivante :

« La durée du mandat des membres de la Députation permanente est limitée au temps pour lequel ils ont été élus comme membre du Conseil provincial. »

ART. 10.

L'alinéa 1^{er} de l'article 104 est remplacé par la disposition suivante :

« La Députation permanente nomme un de ses membres pour la présider. Le président a voix délibérative. Le Gouverneur de la province assiste aux séances de la Députation permanente. Il a voix consultative. »

» Afschrift van de kandidatenlijst wordt aan de provinciale raadsleden gezonden te gelijk met den oproepingsbrief voor de stemming.

» 7^e De kiesverrichtingen geschieden overeenkomstig de artikelen 19 en 21 der wet tot regeling van de provinciale verkiezingen.

» 8^e Bij het openvallen eener plaats van lid der Bestendige Deputatie treedt, indien kandidaten, behoorende tot dezelfde lijst als het te vervangen lid, bij dezesverkiezing plaatsvervanger werden verklaard, de plaatsvervanger, die de eerste is gerangschikt, in dienst.

» De Provinciale Raad gaat echter, vóór zijne aanstelling, over tot een aanvullend onderzoek zijner geloofsbriefen, uitsluitend wat betreft het behoud der vereischten tot verkiesbaarheid als lid der Deputatie. »

ART. 9.

Artikel 100 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het mandaat van de leden der Bestendige Deputatie geldt niet langer dan voor den tijd, waarvoor zij tot leden van den Provincialen Raad gekozen werden. »

ART. 10.

Lid 1 van artikel 104 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Door de Bestendige Deputatie wordt in haar midden een der leden tot voorzitter gekozen. De voorzitter heeft be-raadslagende stem. De Gouverneur der provincie woont de vergaderingen van de Bestendige Deputatie bij. Hij heeft raadgevende stem. »

ART. 11.

L'alinéa 5 de l'article 120 est abrogé.

ART. 12.

L'article 121 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas d'empêchement du greffier et du greffier-adjoint, la Députation désigne un de ses membres pour les remplacer. »

ART. 13.

Les alinéas 3 et 4 de l'article 124 sont abrogés.

ART. 14.

Les quatre derniers alinéas de l'article 126 sont abrogés.

ART. 15.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 132 :

« A partir du 1^{er} janvier 1925, il ne sera plus procédé au remplacement des commissaires d'arrondissement dont le poste sera laissé vacant par la mise à la retraite du titulaire ou pour toute autre cause.

» La mission dont ils sont investis en vertu des articles 133 et suivants de la loi provinciale, rentrera dans le cadre des attributions de la Députation permanente et du Gouverneur. Ils pourront déléguer, à cet effet, un fonctionnaire pour l'inspection annuelle des registres de l'État-civil prévue à l'article 135 et

ART. 11.

Lid 5 van artikel 120 wordt ingetrokken.

ART. 12.

Artikel 121 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Zijn de griffier ende adjunct-griffier verhinderd, dan wijst de Deputatie een harer leden aan om hen te vervangen ».

ART. 13.

Lid 3 en lid 4 van artikel 124 worden ingetrokken.

ART. 14.

De laatste vier alinea's van artikel 126 worden ingetrokken.

ART. 15.

Aan artikel 132 wordt het volgend lid toegevoegd :

« Te rekenen van 1 Januari 1925 wordt niet meer voorzien in de vervanging der arrondissementscommissarissen, wier betrekking openvalt wegens op pensioenstelling van den titularis of om elke andere reden.

» Het ambt, waarmede zij bekleed zijn krachtens de artikelen 133 en volgende der provinciale wet, valt binnen het kader der bevoegdheden van de Bestendige Deputatie en van den Gouverneur. Dienvolgens kunnen dezen een ambtenaar afvaardigen om, krachtens artikel 135, de registers van den Burger-

pour la vérification éventuelle des caisses communales, prévue à l'article 136. »

	lijken stand jaarlijks na te zien en, krachtens artikel 136, desgevallend de gemeentekassen op te nemen. »
--	--

LÉON TROCLET.

L. BERTRAND.

E. VAN WALLEGHEM.

J. DEJARDIN.

VANDEMEULEBROUCKE.

FRANZ FISCHER.
